

Nous sommes pleinement conscients des problèmes que pose l'existence de la discrimination sous ses diverses formes et les gouvernements qui se sont succédés au Canada se sont toujours efforcés de les supprimer. C'est là un des objectifs primordiaux de notre politique, tant intérieure qu'internationale.

Notre opposition, non seulement à la politique d'apartheid du gouvernement sud-africain, mais aussi à toutes les formes de discrimination raciale, les représentants du Canada l'ont clairement exprimée devant les Nations Unies et lors d'autres conférences internationales où les problèmes raciaux ont fait l'objet de discussions. Pendant que les débats sur cette question se poursuivaient au sein de la Commission politique spéciale, ma délégation participait aux travaux de la Troisième Commission, en vue de la rédaction d'une déclaration sur la discrimination raciale. S'adressant à l'Assemblée générale le 24 septembre dernier, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures du Canada définissait ainsi la position de notre pays :

"Les Canadiens attachent une importance particulière au maintien et à l'extension des droits civils de l'individu, à la sauvegarde des institutions familiales et religieuses, et à l'élimination